

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE MONTRÉAL

Dossier n° 500-11-048114-157

COUR SUPÉRIEURE

Chambre commerciale

**DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES
ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS
DES COMPAGNIES, L.R.C. 1985, c. C-36 :**

**BLOOM LAKE GENERAL PARTNER
LIMITED**

QUINTO MINING CORPORATION

8568391 CANADA LIMITED

CLIFFS QUÉBEC MINE DE FER ULC

WABUSH IRON CO. LIMITED

LES RESSOURCES WABUSH INC.

Débitrices

et

**THE BLOOM LAKE IRON ORE MINE
LIMITED PARTNERSHIP**

**BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY
LIMITED**

MINES WABUSH

**COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER ARNAUD
WABUSH LAKE RAILWAY COMPANY
LIMITED**

Mises en cause

et

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

et

COMMISSION SCOLAIRE DU FER, personne morale ayant son principal établissement au 30, rue Comeau à Sept-Îles, district judiciaire de Mingan, province de Québec, G4R 4N2

Requérante

**REQUÊTE POUR AUTORISATION D'AMENDER TARDIVEMENT
UNE PREUVE DE RÉCLAMATION**

AU SOUTIEN DE SA REQUÊTE, LA REQUÉRANTE EXPOSE :

1. La requérante Commission scolaire du fer (la « Commission scolaire ») est une personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur l'instruction publique*;
2. La Commission scolaire a notamment pour mission d'organiser les services éducatifs et de s'assurer de leur qualité, de veiller à la réussite des élèves en vue de l'atteinte d'un plus haut niveau de scolarisation et de qualification de la population et de promouvoir et de valoriser l'éducation publique sur son territoire;
3. Elle a également pour mission de contribuer au développement social, culturel et économique de sa région;
4. Le 27 janvier 2015, le Juge Hamilton accorde une première ordonnance initiale par laquelle Bloom Lake General Partner Limited, Quinto Mining corporation, 8568391 Canada Ltée, Cliffs Québec Mine de Fer ULC, The Bloom Lake Iron Ore Mine Limited Partnership et Bloom Lake Railway Company Ltée se placent sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (« LACC »), tel qu'il appert du dossier de Cour;
5. Le 20 mai 2015, le Juge Hamilton accorde une deuxième ordonnance initiale par laquelle Wabush Iron Co. Limited, Les Rousses Wabush inc., Mines Wabush,

Compagnie de Chemin de Fer Arnaud et Wahbush Railyway Limited se placent sous la protection de la LACC, tel qu'il appert du dossier de Cour;

6. Le 5 novembre 2015, le Tribunal rend une ordonnance sur la procédure de réclamation, laquelle est modifiée le 16 novembre 2015, tel qu'il appert du dossier de Cour;
7. Selon le paragraphe 21 de cette dernière ordonnance, les créanciers des débitrices doivent transmettre leur preuve de réclamation au plus tard le 18 décembre 2015 à 17h;
8. Cette ordonnance prescrit également l'utilisation d'un formulaire faisant la distinction entre « réclamation garantie » et « réclamation non garantie », tel qu'il appert d'une copie dudit formulaire communiqué comme pièce **R-1**;
9. Finalement, en vertu de cette même ordonnance, le Contrôleur se devait d'évaluer les réclamations des divers créanciers :

8. **ORDONNE** que le Contrôleur, en plus de ses droits, devoirs, responsabilités et obligations prescrits aux termes de la LACC et/ou de toute Ordonnance de la Cour, reçoive par les présentes instructions de et soit investi de l'autorité pour prendre les autres mesures et d'exercer les autres fonctions autorisées par la présente Ordonnance sur la Procédure de Réclamations, y compris, pour les fins de la mise en œuvre et de l'administration de la Procédure de Réclamations, la détermination des Réclamations de Créanciers, les Réclamations A&D des Réclamants A&D et le renvoi de toute Réclamation ou Réclamation A&D à un Agent des Réclamations ou à la Cour.

[...]

35. **ORDONNE** que, sous réserve du paragraphe 38.5 des présentes, le Contrôleur, en consultation avec les Parties LACC, passe en revue l'ensemble des Preuves de Réclamation reçues au plus tard à la Date limite des Réclamations ou à la Date limite des Réclamations de restructuration, selon le cas, et accepte, révisé ou rejette chaque Réclamation comme il est prévu aux présentes. Si le Contrôleur, en consultation avec les Parties LACC, estime qu'il est nécessaire de réviser ou de rejeter une Réclamation, il doit envoyer au Créancier concerné un Avis de Révision ou de Rejet indiquant que la Réclamation, telle qu'énoncée dans sa Preuve de Réclamation, a été révisée ou rejetée, et dans quelle mesure elle l'a été, et énonçant les motifs de cette décision. Si le Contrôleur, en consultation avec les Parties LACC, détermine que la Réclamation devrait être acceptée, un Avis d'acceptation sera émis confirmant que la Réclamation telle que soumise à même la Preuve de Réclamation correspondante constitue la Réclamation acceptée.

10. De plus, rappelons que le Contrôleur, à titre d'officier de justice, doit être indépendant des parties, garder ses distances vis-à-vis le débiteur et s'assurer que les intérêts de toutes les parties, incluant les créanciers, sont considérés;
11. Les 27 janvier et 1^{er} février 2016, le Tribunal autorise la vente de certains des immeubles pour lesquels les taxes scolaires sont dues;
12. Le 26 juin 2017, le Tribunal autorise la vente du reste des immeubles pour lesquels les taxes scolaires sont dues;

La réclamation de la Commission scolaire

13. Le 11 décembre 2015, la représentante de la Commission scolaire, Mme Dgenane Zéphir, transmet la preuve de réclamation de la Commission scolaire au Contrôleur, tel qu'il appert de ladite preuve de réclamation et du courriel de transmission communiqués *en liasse* comme pièce **R-2**;
14. Mme Zéphir indique notamment, à son courriel de transmission R-2, que la réclamation de la Commission scolaire vise le recouvrement de taxes scolaires :

« Par la présente, je vous transmets une demande de réclamation pour les taxes scolaires et les frais de formation à payer par les compagnies du groupe LACC Bloom Lake et LACC Wabush, à la Commission Scolaire. »

15. Mme Zéphir spécifie également à la preuve de réclamation R-2 que la réclamation de la Commission scolaire vise le recouvrement de taxes scolaires à la hauteur de 2 118 611,04 \$:

Cette réclamation concerne la facturation des taxes scolaires pour un montant total de
2 118 611,04 \$ CA et des frais de formation pour un total de 4 440,79 \$ CA.

Nous avons annexé tous les états de compte relatifs à ces montants.

16. Évidemment, l'ensemble des documents justificatifs, incluant les relevés de taxes scolaires, est joint à la preuve de réclamation, tel qu'il appert de la pièce R-2;
17. Malgré ce qui précède, le montant de la réclamation totale a été inscrit, par erreur, sous la colonne « Montant de la réclamation non garantie »;
18. Le 20 septembre 2016, le Contrôleur transmet un *Avis de révision ou de rejet* à la Commission scolaire relativement à sa preuve de réclamation, tel qu'il appert dudit avis communiqué comme pièce **R-3**;

19. Étonnamment, l'avis R-3 ne vise pas la qualification de la réclamation de la Commission scolaire, mais seulement le montant qui est réduit à un total de 2 119 207,96 \$;
20. Ce n'est que le 14 août 2018, lors d'une conversation avec l'avocat du Contrôleur, Me Sylvain Rigaud, que la Commission scolaire réalise que sa réclamation est traitée comme créance non garantie;
21. En effet, à cette date, Me Rigaud communique avec Mme Zéphir, afin d'obtenir certaines précisions quant à la réclamation *post-filing* de la Commission scolaire;
22. Lors de cette conversation téléphonique, à la surprise de Mme Zéphir, Me Rigaud réfère à la preuve de réclamation de la Commission scolaire comme une réclamation non garantie;
23. Mme Zéphir lui indique alors qu'il s'agit plutôt d'une réclamation garantie pour taxes scolaire;
24. C'est alors que Me Rigaud lui conseille de consulter un avocat;

Erreur et bonne foi de la Commission scolaire

25. La Commission scolaire, par sa représentante Mme Zéphir, a toujours été sous l'impression que la réclamation de la Commission scolaire avait été traitée comme une créance garantie;
26. En effet, tant dans son courriel de transmission que dans la preuve de réclamation R-2, Mme Zéphir spécifie que la réclamation vise le recouvrement de taxes scolaires;
27. Compte tenu qu'un montant de 4 440,79 \$ est réclamé à titre de créance non garantie, Mme Zéphir n'a pas trouvé anormal de recevoir certains avis adressés aux créanciers ordinaires et, vu le montant minime de cette réclamation, elle n'y a pas donné suite;
28. De même, se croyant créancière garantie, la Commission scolaire n'a pas voté sur le plan de restructuration soumis, et ce, malgré l'importance de sa réclamation pour taxes scolaires;

29. Dès que Me Rigaud soulève que le Contrôleur considérait qu'il s'agit d'une créance non garantie, même s'il était question de taxes scolaires, la Commission scolaire a contacté les avocats soussignés;
30. Plusieurs échanges ont ensuite eu lieu entre les avocats soussignés et les avocats du Contrôleur afin de clarifier la situation, tel qu'il appert des correspondances communiqués *en liasse* comme pièce R-4;
31. C'est donc par inadvertance et négligence que la Commission scolaire a commis une erreur de qualification dans sa preuve de réclamation;
32. La Commission scolaire n'a aucunement agi de mauvaise foi;
33. En effet, bénéficiant d'une position privilégiée garantissant le remboursement total de sa créance pour taxes scolaires, la Commission scolaire n'avait aucun avantage à se qualifier de créancière non garantie ou à attendre la présentation du plan de restructuration, surtout vu la vente de l'ensemble des immeubles pour lesquels les taxes scolaires sont dues;
34. De plus, le Contrôleur et ses avocats ne pouvaient ignorer que la réclamation de 2 118 611,04 \$ constituait une créance garantie;
35. Le Contrôleur ne pouvait, dans les circonstances, se fermer les yeux et chercher à tirer profit de cette erreur commise de bonne foi;
36. Au surplus, le recouvrement des taxes scolaire est d'ordre public;
37. En effet, la Commission scolaire ne peut, en aucun cas, faire remise de la taxe scolaire ni des intérêts (*Loi sur l'instruction publique*, art. 317), ce que devait d'ailleurs savoir le Contrôleur et ses avocats;
38. Ainsi, le Contrôleur ne peut prétendre que la Commission scolaire avait pour intention de renoncer à sa réclamation ou à sa garantie en déposant sa réclamation R-2;

39. À cet égard, dans les présentes circonstances, le Contrôleur, à titre d'officier de justice, aurait dû, à la première occasion, avertir la Commission scolaire de l'erreur commise dans sa preuve de réclamation ou encore, rejeter celle-ci, surtout vu les indications expresses qu'il s'agissait d'une réclamation pour taxes scolaires;
40. En agissant de la sorte, le Contrôleur a privilégié les intérêts des autres créanciers et ce, au détriment de la Commission scolaire, ce qu'il ne pouvait faire;
41. Étant de bonne foi, la Commission scolaire est bien fondée de demander l'autorisation de déposer une preuve de réclamation amendée auprès du contrôleur, laquelle est communiquée comme pièce **R-5**;

Absence de préjudice

42. L'autorisation de déposer la preuve de réclamation amendée R-5 ne causera aucun préjudice aux débitrices, aux autres créanciers ou aux tiers;
43. Rappelons d'abord que l'impact sur les montants qui seront reçus par les autres créanciers en raison de l'amendement de la preuve de réclamation ne constitue pas un préjudice;
44. Ensuite, le plan de restructuration prévoit spécifiquement que les créanciers garantis ne sont pas visés par celui-ci :

5.4 Treatment of Secured Claims

Each Secured Creditor holding a Proven Secured Claim shall receive payment of the Allocated Value (as determined by the Monitor in accordance with the Allocation Methodology) applicable to such Secured Claim in the manner described below:

[...]

(b) Third Party Secured Claims: Creditors holding Third Party Secured Claims:

- (i) shall be unaffected by the Plan and shall not be permitted to vote on the Plan; and
- (ii) to the extent not previously paid, shall receive payment on account of the Allocated Value of their Proven Third Party Secured Claims as soon as reasonably practicable after the Plan Implementation Date.

tel qu'il appert du dossier de Cour;

45. La réclamation amendée R-5 de la Commission scolaire ne serait donc pas visée par le plan de restructuration et, par conséquent, l'exécution de celui-ci ne sera pas compromise par cet amendement;

46. En outre, l'ensemble des ordonnances autorisant la vente des immeubles contient la conclusion suivante :

ORDERS that for the purposes of determining the nature and priority of the Encumbrances¹, the balance of the Proceeds remaining following deduction for the Cure Costs, Transfer Taxes (if any are payable) and any other amounts that are remitted by the Monitor pursuant to Paragraph 24 of this Order (the "**Net Proceeds**") shall stand in the place and stead of the Purchased Assets, and that upon the issuance of the Monitor's Certificate, all Encumbrances except for the Permitted Encumbrances shall attach to the Net Proceeds with the same priority as they had with respect to the Purchased Assets immediately prior to the Closing, as if the Purchased Assets had not been sold and remained in the possession or control of the Person having that possession or control immediately prior to the Closing.

47. Les droits de la Commission scolaire auraient ainsi dû suivre le profit de la vente des immeubles, et ainsi, aucun préjudice ne sera subi en lien avec le plan de restructuration;

48. Dans les circonstances, la Commission scolaire est bien fondée de demander au Tribunal de l'autoriser à amender sa preuve de réclamation de façon tardive;

POUR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL :

ACCUEILLIR la présente requête;

AUTORISER la Commission scolaire du fer à déposer sa preuve de réclamation amendée R-5 tardivement auprès du contrôleur;

¹ Lesquelles sont définies comme : all rights, titles, benefits, priorities, claims (direct, indirect, absolute or contingent), liabilities, obligations, interests, prior claims, security interests (whether contractual, statutory or otherwise), liens, charges, hypothecs, mortgages, pledges, trusts, deemed

ORDONNER au contrôleur de recevoir la preuve de réclamation amendée R-5 de la Commission scolaire du fer aux fins d'examen et lui permettre de statuer sur celle-ci conformément aux ordonnances rendues par cette Cour;

LE TOUT, sans frais sauf contestation.

Québec, le 27 septembre 2018



MORENCY, SOCIÉTÉ D'AVOCATS, S.E.N.C.R.L.

Me Hugues La Rue

hlarue@morencyavocats.com

Me Louis Turgeon-Dorion

ltdorion@morencyavocats.com

Édifice Le Delta 3, 2875, boulevard Laurier,
bureau 200

Québec (Québec) G1V 2M2

T : 418 651-9900

F : 418 651-5184

Avocats de la requérante Commission
scolaire du fer

Notre dossier : 8018137

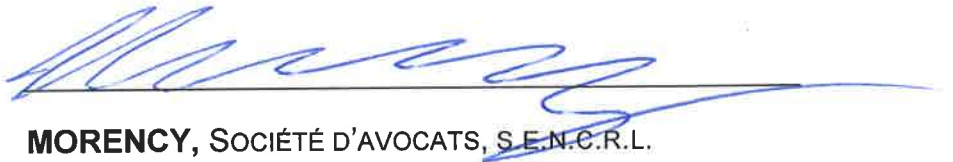
AVIS DE PRÉSENTATION

À : LISTE DE DISTRIBUTION

PRENEZ AVIS que la présente *Requête pour autorisation d'amender une preuve de réclamation tardive* sera présentée pour décision devant l'honorable juge Louis-Joseph Gouin de la Cour supérieure, siégeant en chambre commerciale, au Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame est, Montréal, aussitôt que conseil pourra être entendu.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Québec, le 27 septembre 2018



MORENCY, SOCIÉTÉ D'AVOCATS, S.E.N.C.R.L.

Me Hugues La Rue

hlarue@morencyavocats.com

Me Louis Turgeon-Dorion

ltdorion@morencyavocats.com

Édifice Le Delta 3, 2875, boulevard Laurier, bureau
200

Québec (Québec) G1V 2M2

T : 418 651-9900

F : 418 651-5184

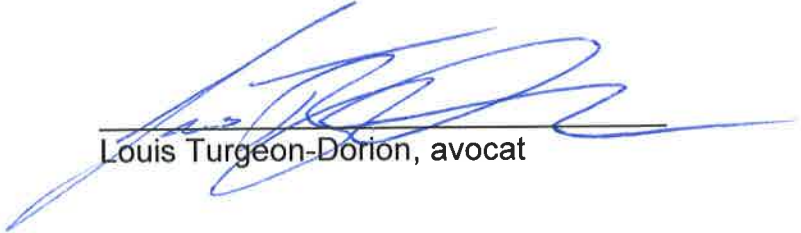
Avocats de la requérante Commission scolaire du fer
Notre dossier : 8018137

ATTESTATION D'AUTHENTICITÉ

Je, soussigné, Louis Turgeon-Dorion, avocat, exerçant ma profession au Édifice Le Delta 3, 2875, boulevard Laurier, bureau 200, Québec, G1V 2M2, district de Québec, atteste sous mon serment d'office ce qui suit :

1. En date du 27 septembre 2018, j'ai reçu par télécopieur de Mme Dgenane Zéphir, une « Déclaration solennelle » pour notre « *Requête pour autorisation d'amender tardivement une preuve de réclamation* » dans le présent dossier de Cour ;
2. Mme Dgenane Zéphir m'a transmis cette procédure et son numéro de télécopieur est 418-962-7760;
3. La copie de cette procédure jointe en annexe à cette attestation est conforme au fac-similé reçu par télécopieur de Mme Dgenane Zéphir.

Québec, le 27 septembre 2018



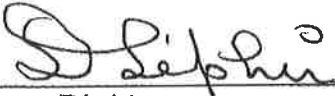
Louis Turgeon-Dorion, avocat

DÉCLARATION SOLENNELLE

Je, soussignée, Dgenane Zéphir, coordonnatrice – service des ressources financières à la Commission scolaire du fer, sise au 30, rue Comeau à Sept-Îles (Québec) G4R 4N2, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis une représentante dûment autorisée de la Commission scolaire du fer;
2. Tous les faits allégués dans la *Requête pour autorisation d'amender tardivement une preuve de réclamation* sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ :



Dgenane Zéphir

Déclaré solennellement devant moi,
à Sept-Îles, ce 27 septembre 2018



Commissaire à l'assermentation pour le Québec

Mireille Lejeune
Commissaire à l'assermentation
Pour tous les districts judiciaires du Québec
Numéro 185797

N° 500-11-048114-157

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
COUR SUPÉRIEURE (Chambre
commerciale)**

Dans l'affaire de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. 1985, c. C-36 :

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITES ET ALS

Débitrices

et

**THE BLOOM LAKE IRON ORE MINE LIMITED
PARTNERSHIP ET ALS**

Mises en cause

et

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

et

COMMISSION SCOLAIRE DU FER

Requérante

**REQUÊTE POUR AUTORISATION D'AMENDER
TARDIVEMENT UNE PREUVE DE RÉCLAMATION**

MORENCY
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Édifice Le Delta 3
2875, boulevard Laurier, bureau 200
Québec (Québec) G1V 2M2
T 418 651-9900 F 418 651-5184
MORENCYAVOCATS.COM

QUÉBEC MONTRÉAL LAVAL LÉVIS LONGUEUIL ST-JEAN-SUR-RICHELIEU

Me Louis Turgeon-Dorion et Me Hugues La Rue
ldorion@morencyavocats.com et
hlarue@morencyavocats.com
N/D 8018137
CASIER : 49 CODE JURIDIQUE BP 0876